

La Jordanie face à l'épreuve des crises du Proche et Moyen-Orient

Article rédigé en avril 2017

Marc-Henri Saillard

Introduction

Premier pays d'accueil de réfugiés (le cinquième de la population serait composé de réfugiés syriens)¹, sous perfusion constante de l'Occident, énergétiquement dépendante à 97 % de l'extérieur², la Jordanie a résisté contre toute attente aux conflits et aux crises systémiques que traverse le Proche et Moyen-Orient.

Petit pays faiblement doté en ressources naturelles, pratiquement enclavé (si l'on omet son étroite façade maritime de 26 kilomètres autour du port d'Aqaba, sur la mer Rouge), la Jordanie est située à l'intersection de plusieurs zones d'influences. Nœud de communication, interface d'échanges économiques de premier plan, alliée de l'Occident depuis sa création par la puissance mandataire britannique en 1922, elle a su tirer parti, avec constance, de sa défavorable situation géopolitique et géographique. Cela fait d'elle aujourd'hui un des derniers remparts de l'Occident, avec le Liban, contre l'extrémisme et le chaos. Jouant sur des équilibres internes subtils, la monarchie hachémite a su jusqu'à présent mettre le pays à l'abri des soubresauts de la région. Mais actuellement, la Jordanie est submergée par près de 1,4 millions de réfugiés syriens ; à cela s'ajoutent 62 000 Irakiens³ inscrits auprès de l'Organisation des Nations-Unies pour les réfugiés, l'UNHCR, sans compter tous ceux non-inscrits, source de vives tensions. Le pays est en proie depuis novembre 2015 à des attaques de faible intensité, de type « loup solitaire », visant les symboles de la monarchie hachémite, et les autorités tentent de juguler la radicalisation rampante d'une partie de la société⁴. Le fossé entre les conservateurs traditionnels et l'élite, acquise à la modernité, grandit de jour en jour. Entre ces deux mondes, les divisions

¹ D'après l'UNHCR, la Jordanie accueille 655 833 réfugiés mais ce chiffre officiel ne prend pas en compte les réfugiés non-enregistrés, ni ceux des camps informels de Rukban et Hadalat.

² Olivier de Trogoff, « Entretien avec Eric Verdeil – Les problématiques énergétiques de la Jordanie », Les clés du Moyen-Orient, 5 décembre 2014, en ligne, <<http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Eric-Verdeil-Les.html>>.

³ Registered Iraqis in Jordan, UNHCR, 31 mars 2017, en ligne, <<http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ExternalStatisticalReportonUNHCRRegisteredIraqisof31March2017.pdf>>.

⁴ D'après un sondage du *international republican institut*, 10 % des jordaniens seraient favorables aux thèses de Daech.

s'accroissent du fait d'une situation économique dégradée⁵ et des réformes impopulaires, mais nécessaires. Du point de vue régional, les années d'interventionnisme de George W. Bush⁶ ainsi que la méconnaissance du Proche et Moyen-Orient de la part des Occidentaux⁷ ont failli faire disparaître les dernières « oasis de stabilité » dans la région, mettant de fait en péril la survie de la Jordanie. Le président polonais, Andrzej Duda, en visite à Amman le 7 novembre 2016, a dit de la Jordanie qu'elle était « *un havre de paix, au milieu de la tourmente*⁸ ». Élu depuis peu, le président Trump n'a pas remis en cause l'alliance stratégique entre Washington et Amman. L'isolationnisme américain prôné par la nouvelle administration Trump⁹ n'a été pour la Jordanie qu'un effet d'annonce. Il en est toujours de même sur la question du déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem¹⁰. Outre l'alliance avec les États-Unis, le roi Abdallah multiplie les partenariats avec des puissances régionales, comme l'Arabie saoudite, Israël et d'autres grandes puissances, comme la Russie¹¹ qui dicte son *tempo* opérationnel au conflit syrien, ou encore la Chine¹² et le Japon¹³. La stabilité de la Jordanie et sa capacité de résilience sont aujourd'hui au cœur des préoccupations des chancelleries occidentales et des Jordaniens eux-mêmes. Plus encore que sa stabilité, c'est en outre l'habileté de ses dirigeants à toujours trouver un équilibre ou un compromis, parfois précaire, dans une situation défavorable et

⁵ « Note : Situation économique et financière de la Jordanie en 2015 », Direction Générale du Trésor, 2^e février 2016, en ligne, <<http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/425492>>.

⁶ Ali al Jiboury, « Les Etats-Unis et la guerre contre le terrorisme », ireenee.net : Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, novembre 2006, en ligne, <http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-533_fr.html>.

⁷ Les Américains et certains pays européens ont soutenu une politique visant, *in fine*, la fin des États-nations au Proche-Orient avec la chute de Saddam Hussein en 2003 et le soutien aux rebelles syriens contre le régime de Damas, mettant en péril l'équilibre de la région, déjà malmené.

⁸ JT, « *Jordan a safe haven in a region of turmoil – Polish president* », Jordan Times, 7 novembre 2016, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/jordan-safe-haven-region-turmoil-%E2%80%94-polish-president>>.

⁹ Thierry Garcin, « États-Unis. Donald Trump et le monde arabe », france culture, 18 novembre 2016, <<https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/etats-unis-donald-trump-et-le-monde-arabe#>>.

¹⁰ Donald Trump fraîchement élu a nommé comme ambassadeur des États-Unis en Israël, David Friedman. Cet avocat juif orthodoxe, hostile à la solution à deux États, favorable à la colonisation, devrait dès sa nomination entérinée par le Sénat, gérer le déménagement de l'ambassade de Tel-Aviv à Jérusalem et ainsi accomplir la promesse de campagne de Donald Trump. Ce dernier souhaitait par ce geste reconnaître au niveau international Jérusalem en tant que capitale de l'État hébreu.

¹¹ JT, « *Jordan, Russia agree to expand partnerships in various fields* », jordan times, 25 août 2015, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/jordan-russia-agree-expand-partnerships-various-fields>>.

¹² JT, « *Jordan, China sign strategic partnership agreement* », jordan times, 10 septembre 2015, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/jordan-china-sign-strategic-partnership-agreement>>.

¹³ JT, « *Jordan seeks to enhance partnership with Japan – King* », jordan Times, 2 avril 2014, en ligne, <<http://jordantimes.com/news/local/jordan-seeks-enhance-partnership-japan-%E2%80%94-king>>.

complexe qui est en jeu. Cette question de l'équilibre et de la résilience est un leitmotiv de l'exercice du pouvoir par les monarques jordaniens, et ce depuis l'indépendance du pays en mai 1946.

I. Un pays aux marges de manœuvre limitées, subissant de fortes contraintes.

Depuis 2011, la Jordanie est peu à peu entraînée, malgré elle, dans un *Grand Jeu* géopolitique ayant pour espace la Syrie et l'Irak. Sur cet espace s'affrontent grandes puissances, puissances régionales et groupes non étatiques, pour le leadership régional ou tout du moins pour redéfinir les contours du Moyen-Orient. Sur ces conflits se sont greffés les enjeux et les agendas politiques, sociaux, religieux, locaux, régionaux et internationaux, de divers acteurs étatiques et non étatiques, impliqués de près ou de loin dans la zone. Mécaniquement, cela augmente le nombre de « parrains » finançant telles ou telles factions. Ces ingérences accumulées accroissent mathématiquement les ratés d'une potentielle sortie de crise tant les intérêts des parties prenantes au conflit sont divergents et antagonistes¹⁴. Chacun des acteurs de ce chaos généralisé essaye de tirer son épingle du jeu, comme cela peut se voir lors des *rounds* de négociations lors des pourparlers à Genève ou Astana. Le royaume hachémite, lui, se retrouve coincé entre diverses guerres à ses frontières liées à ce *Grand Jeu*, et une pression accrue liée à la présence de réfugiés (rescapés des conflits limitrophes) ; cela a entraîné une baisse des ressources naturelles et la fermeture des frontières qui a induit la perte de ses débouchés commerciaux¹⁵. Pour la Jordanie il est donc plus que nécessaire de maintenir des alliances "contradictaires" afin d'obtenir les subsides qui permettent au pays de se maintenir à flot.

Mais malgré les alliances tissées avec les États-Unis, Israël, l'Arabie saoudite et l'Égypte ainsi que sa relative volonté d'apaisement sur le dossier syrien (la Jordanie cherche en effet à maintenir un glacis protecteur dans le Sud syrien), le pays essaye de concilier ce qui est inconciliable. Cette synthèse permanente est complexe pour un gouvernement aux marges de manœuvres fortement réduites. Le royaume est certes

¹⁴ Les conférences internationales de Genève I & II sous l'égide de l'ONU, comme celle d'Astana sous l'égide de la Russie, n'ont pas réussi, pour le moment, à aplanir les divergences entre grandes puissances, puissances régionales et factions diverses sur le théâtre syrien.

¹⁵ Depuis le 21 juin 2016, les frontières du royaume ont été fermées à la suite d'un attentat contre les gardes-frontières au Nord-Est du pays (région de Rukban). Depuis cette date les flux commerciaux transitant par les frontières avec l'Irak et la Syrie ont fortement diminué.

relativement préservé, mais la complexité des problèmes auxquels il fait face est telle que cela ne lui épargne pas les nombreuses difficultés qui ne peuvent que s'aggraver. Même si le nombre de réfugiés¹⁶ sur son sol s'est stabilisé depuis la fermeture des frontières et que le calme se maintient dans le Sud syrien, le gouvernement n'échappe pas aux déstabilisations liées à l'enlèvement d'un conflit syrien aux multiples facettes. Cet imbroglio prolonge l'incertitude et l'instabilité pour les autorités et la population. Actuellement, aucun des acteurs importants dans la Région (Russie, Iran, Arabie saoudite, Turquie, États-Unis inclus) n'a le poids suffisant pour imposer « sa » solution unique de sortie de crise, dans ce conflit protéiforme issu d'une crise systémique, d'une crise sociale et politique, dont la prolongation engendre un grave vide stratégique aux portes de la Jordanie. C'est ce vide à la fois stratégique, politique, culturel et culturel que les Occidentaux et les Jordaniens ont cherché à tout prix à éviter, chacun à leur manière. Aujourd'hui, ils sont obligés de composer avec le chaos ambiant d'un Moyen-Orient en pleine décomposition, tel que l'avait décrit peu ou prou Robin Wright dans son analyse¹⁷ du Moyen-Orient en 2013.

Instruit par les « *printemps arabes* » et par les conflits sur les théâtres irako-syriens qui ont eu, comme vu précédemment, un impact direct sur la société jordanienne, le royaume mène une politique pragmatique avec les moyens qui sont les siens. La monarchie, pour faire face aux contestations de la population, tant palestinienne que bédouine, a lancé depuis 2011 diverses initiatives¹⁸ souvent « soufflées » par les Occidentaux et le FMI.

Parmi elles, une réforme du code électoral¹⁹ visant à une meilleure représentativité (instauration d'un système de liste pour les élections législatives) a été lancée, des réformes économiques impopulaires (ayant engendré une hausse des prix) et une politique ambitieuse, sur le papier du moins, de « déradicalisation²⁰ » sont mises en place.

¹⁶ La Jordanie a le taux de réfugié le plus important au monde *per capita*.

¹⁷ Robin Wright, «Imagining a Remapped Middle East» New-York times, 28 septembre 2013, en ligne, consulté le 25 août 2015, < <http://www.nytimes.com/2013/09/29/opinion/Sunday/imagining-a-remapped-middle-east.html> >.

¹⁸ Tamer Khorma, « *The Myth of the Jordanian Monarchy's Resilience to the Arab Spring - Lack of Genuine Political Reform Undermines Social Base of Monarchy* », German Institute for International and Security Affairs, juillet 2014, en ligne, <https://www.swpberlin.org/fileadmin/contents/products/comments/2014C33_kor.pdf>.

¹⁹ Paul Esber, Muhammad Hussainy, « *Identity Center Position Paper -2016 Electoral Law* », identity center, p3, en ligne <[http://www.identity-center.org/sites/default/files/Identity-Center-Election%20Law-Position-Paper%20\(final\).pdf](http://www.identity-center.org/sites/default/files/Identity-Center-Election%20Law-Position-Paper%20(final).pdf)>.

²⁰ La Jordanie compte actuellement 2 000 à 3 000 djihadistes engagés dans les rangs de l'EI.

La réforme du code électoral a été une nouveauté pour les Jordaniens puisque de nouveaux groupes ou partis politiques sont apparus, dont une liste laïque *Maan* (ensemble)²¹. Mais les dernières élections législatives n'ont pas fondamentalement changé la donne politique, la population jordanienne étant tiraillée entre modernité et attachement aux valeurs traditionnelles arabes ; les résultats n'ont pas montré une réelle volonté de changement parmi la population en proie à un certain fatalisme face à la chose politique. Les Frères Musulmans, à nouveau présents au parlement, ont obtenu une vingtaine de sièges, octroyés dans le cadre d'un accord politique entre le gouvernement, la direction de la Confrérie et les services de renseignements. Cela aurait pu faire bouger les lignes politiques internes mais il n'en a rien été.

Le pouvoir, par une politique mêlant ouverture et répression, a su habilement limiter l'influence de la Confrérie (seul réelle force d'opposition structurée du pays) au sein des institutions²² tout comme l'a fait en Égypte le président Al Sissi, quoique d'une manière plus brutale.

Une réforme du système éducatif a également été lancée à l'initiative de la reine Rania²³. Cette réforme a pour but de moderniser les manuels scolaires. D'après la Banque Mondiale, « *Les programmes scolaires sont également source de préoccupation, notamment depuis l'émergence de 'l'État islamique' qui se [place] sous couvert de la religion pour justifier [ses] actes. L'attention [des pouvoirs publics] s'est focalisée sur les cursus scolaires, à cause, notamment, de la place accordée à la religion à l'école : celle-ci est présente dans les manuels d'éducation religieuse, bien sûr, mais aussi dans l'enseignement de la langue arabe ou encore de l'histoire, conduisant certains à avancer qu'une telle teneur favorisait l'extrémisme*²⁴ ». Il est à mentionner que dans un *deal* entre le roi Hussein et l'opposition islamiste, les Frères Musulmans ont pu exercer une grande influence dans le système éducatif jordanien (primaire) et ce depuis une trentaine d'années. Cette réforme, bien que contestée par les plus conservateurs, est un véritable enjeu de développement

²¹ Mel Plant, « *Un mouvement de la jeunesse s'attaque aux Frères musulmans et aux tabous des élections jordaniennes* », middle east eye, 20 septembre 2016, en ligne, <<http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/un-mouvement-de-la-jeunesses-attaque-aux-freres-musulmans-et-aux-tabous-des-elections>>.

²² Les élections de septembre 2016 ont montré que le gouvernement cherchait l'adhésion des Frères Musulmans au programme politique du gouvernement Hani Mulqi, tout en limitant leur poids politique.

²³ Queen rania foundation for education, consulté le 22 mars 2017, en ligne <http://www.qrf.org/>.

²⁴ Musa Sweithi, « *Il est temps de remettre sur pied l'enseignement public en Jordanie* », Blog World Bank, 11 septembre 2015, en ligne, <<http://blogs.worldbank.org/arabvoices/fr/it-time-restore-public-education-jordan>>.

pour le pays. Les protestations conduites depuis le second semestre 2016 ont mené à des manifestations récurrentes et des *sit-in* devant le ministère de l'Éducation²⁵. Pour donner des gages aux protestataires, le ministre de l'Éducation M. Theinbat²⁶ a dû démissionner de ses fonctions ainsi que quatre autres ministres le 15 janvier 2017, mais la réforme s'est poursuivie.

Ce remaniement ministériel a également vu la chute du ministre de l'Intérieur, Salameh Hammad, du fait de sa gestion des dernières attaques du 19 décembre 2016 à Kerak²⁷. Ces attaques ont fait ressurgir le spectre de la menace djihadiste qui a ensanglanté le pays durant les années 2000 et la relative faiblesse du GID (*General Intelligence Directorate*)²⁸.

Face à des manifestations et à des contestations de tous ordres contre des réformes d'inspiration libérale mises en place depuis l'avènement d'Abdallah II, le gouvernement, bien qu'inquiet, laisse faire tant que la sécurité et la prééminence de la monarchie hachémite ne sont pas remises en cause par les manifestants.

Ces réformes censées assainir l'économie, les finances et la vie publique, améliorer l'approvisionnement en énergie, mais aussi améliorer l'éducation et la place des femmes dans la société, ont donc fait l'objet de contestations récurrentes, mais relativement bien canalisées par les autorités, comme les manifestations du 24 février 2017²⁹. Elles furent organisées entre autres à l'initiative des Frères Musulmans. Les manifestants protestaient contre la hausse des prix. D'autres manifestations, plus sensibles, ont eu lieu de manière régulière depuis plusieurs mois sans toutefois

²⁵ Leila Azzeh, « *Theinbat denounces campaign against jordanian education* » jordan times, 6 octobre 2016, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/theinbat-denounces-campaign%E2%80%99-against-jordanian-education>>.

²⁶ « Cabinet reshuffle sees 5 new ministers in, 7 out », Jordan Times, 15 janvier 2017, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/cabinet-reshuffle-sees-5-new-ministers-7-out>>.

²⁷ Le 19 décembre 2017, 3 attaques à l'arme automatique ont eu lieu : sur le site touristique du château de Kérak (avec une prise d'otage), devant le commissariat de police de Kérak et dans la ville voisine d'Al Qatranah. Ces attaques ont causé la mort de 11 personnes, dont 10 policiers et une touriste canadienne.

²⁸ Le GID a réussi à contenir la menace djihadiste depuis une dizaine d'années, en fait depuis le triple attentat d'Amman du 9 novembre 2005.

²⁹ News agencies, « *Jordanians protest over price increases* », al Jazeera, 24 février 2017, en ligne, <<http://www.aljazeera.com/news/2017/02/jordanians-protest-price-increases-170224163930537.html>>.

tourner à l'émeute depuis qu'un accord gazier³⁰ a été signé discrètement le 26 septembre 2016 entre la Jordanie et Israël. Cet accord bénéfique devrait diminuer la facture énergétique annuelle de la Jordanie d'environ 600 millions de dollars par an. Il est pourtant remis en cause par la population³¹, des pancartes avec le slogan : « *Le gaz de l'ennemi est une occupation* » étant brandies à chaque manifestation. Cela rappelle que la paix avec Israël depuis 1994 reste un acquis fragile et sensible pour une majorité de la population jordanienne d'origine palestinienne, même si une forte mais discrète coopération existe entre les deux États.

Il est donc de plus en plus difficile pour le régime de faire la synthèse entre sa volonté de réforme, sa politique pro-occidentale et ses racines bédouines traditionnelles, d'où le roi tire sa légitimité par un système de rentes.

II. La stabilité maintenue par un jeu de conciliation interne et des aides extérieures importantes...

Depuis les réformes libérales entreprises par Abdallah II dans les années 2000, la Jordanie tente de passer de la catégorie des « États rentiers³² » (où une partie de la population, dans ce cas précis les tribus bédouines, reçoit des aides en échange de son allégeance et de son soutien à la monarchie dans un système de cooptation³³ d'emplois « réservés ») à celle des « États modernes » (où ce système traditionnel est remplacé par une méritocratie, quelle que soit l'origine sociale et ethnique des habitants).

Dans un pays où le pouvoir est détenu par une minorité bédouine mais où la majorité palestinienne éduquée détient la richesse, le système méritocratique tel que conçu en Occident pourrait être périlleux. Cela a déjà donné lieu à plusieurs reprises à des manifestations et des émeutes sporadiques liées à un sentiment de frustration de la part de jeunes bédouins mis à l'écart des mutations économiques³⁴. La synthèse, chère aux gouvernants jordaniens, entre Occident et « arabité » est de plus en plus difficile

³⁰ Eléonor Abou Ez, « Jordanie: achat de gaz à Israël, un accord politiquement incorrect? » géopolitis-franceinfo, 5 octobre 2016, en ligne, <<http://geopolis.francetvinfo.fr/jordanie-achat-de-gaz-a-israel-un-accord-politiquement-incorrect-120705>>.

³¹ Eléonore Abou Ez, *op.cit.*

³² Katherine Tsantes, « Rentierism and reform in Jordan: a sustainable system following the Arab Spring? », Boston College, mémoire de recherche, 12 avril 2013, en ligne, <<https://dlib.bc.edu/islandora/object/bc-ir:102109/datastream/PDF/view>>.

³³ *Ibidem.*

³⁴ Zarhan Mudar, « Jordan: King's Bodyguards Shoot Protesters », Gatestone Institute, février 2011, en ligne <<http://www.gatestoneinstitute.org/1889/jordan-king-bodyguards-shoot-protesters>>.

à maintenir du fait des changements profonds que subit la société jordanienne. Ces changements sont liés à la mondialisation, aux guerres régionales et à des mutations profondes (démographiques, politiques, économiques, sociales et religieuses) de la société.

Malgré ces obstacles, le gouvernement et le roi cherchent toujours une troisième voie entre modernité et arabité. Abdallah II et ses conseillers ont développé un concept, « l'État civil » à mi-chemin entre modernité et tradition, à mi-chemin entre l'État de droit démocratique et la monarchie absolue. Tel qu'expliqué dans les pages du 6th *Discussion Paper* sur le site internet du gouvernement³⁵, « l'État civil³⁶ [est un] État qui respecte l'état de droit [et] est régi par une constitution et des lois. C'est un État qui approuve la citoyenneté active, le pluralisme et la différence d'opinions. C'est un État où les citoyens ont des droits et des devoirs égaux, sans discrimination fondée sur la religion, la langue, la couleur, le sexe, la race, la classe, l'affiliation politique ou les opinions intellectuelles ». Toutefois, le document indique que « la religion [l'Islam] est un facteur clé du système de valeurs et des normes sociales. La religion est [...] inscrite dans notre Constitution. Cependant, nous ne permettrons à personne de manipuler la religion pour servir des intérêts politiques ou des gains pour une faction spécifique ».

Parmi ces sept « *Discussion Papers* » à vocation didactique, le premier a été diffusé par le Palais royal en décembre 2012. Ils permettent au monarque et aux autorités d'expliquer leur volonté de réformes, tout en cherchant à maintenir l'unité du pays et à lutter contre les divers fléaux qui gangrènent la société jordanienne.

Il est en effet crucial pour la Jordanie de maintenir l'unité de la société face aux défis que représentent la dégradation de la situation économique, l'extrémisme religieux et le djihadisme, sous peine de voir le pays s'effondrer. Selon un sondage d'avril 2016 de l'*International Republican Institute*³⁷, 12 % de la population estime que le pays va dans la bonne direction.

³⁵ Par ces « papier de discussion », le roi Abdallah II a cherché à inspirer un dialogue national sur l'effort de réforme et le processus de transformation démocratique que la Jordanie est en train de traverser afin de parvenir à un consensus. Ces papiers cherchent à encourager la participation du public à la prise de décision [N.D.L.R : ce qui n'implique pas un partage du pouvoir] et à soutenir l'élan constructif autour des réformes en cours.

³⁶ Abdullah II bin al Hussein, « Rule of Law and Civil State », 6th discussion paper king abdullah website, 16 octobre 2016, en ligne, <<https://kingabdullah.jo/en/discussion-papers/rule-law-and-civil-state>>.

³⁷ « Survey of Jordan public opinion : Survey of Jordan Public Opinion National Poll #13 April 19-24, 2016 », International Republican Institut, avril 2016, p.4, en ligne, <http://www.iri.org/sites/default/files/wysiwyg/2016_jordan.pdf>.

En revanche, 66% des sondés³⁸ estiment que la sécurité et la stabilité sont assurées, mais que la hausse des prix ainsi que la corruption et les mauvaises conditions économiques menacent la stabilité.

Le maintien de la stabilité du pays passe également par une aide étrangère massive des partenaires stratégiques de la Jordanie, au premier rang desquels les États-Unis qui ont alloué pour l'année 2016 une aide de plus de 1,5 milliard³⁹ de dollars tous budgets confondus dont 450 millions de dollars en *Foreign Military Sales*. L'assistance fournie en 2017 est d'ores et déjà évaluée à plus d'un milliard de dollars, et il est fort probable que pour l'exercice fiscal 2017, la Jordanie recevra près de deux milliards de dollars d'aides de la part des États-Unis. Au soutien massif dont bénéficie le royaume de la part des États-Unis s'ajoutent les aides ponctuelles de divers pays et agences de coopération et de développement. Allemands, Canadiens, Français, Japonais, Russes, Chinois, Saoudiens ainsi que l'Union Européenne, le FMI et la Banque Mondiale signent régulièrement avec les autorités jordaniennes des plans de coopération et de financement visant à soutenir l'économie jordannienne dans divers domaines (énergie solaire, routes, eau, réforme de l'État, livraison de matériels issus de surplus militaires, matériel médical, aide à l'investissement, etc.). Cela permet à la Jordanie de se doter d'infrastructures modernes à moindre coût.

La Jordanie est depuis 2011 dans une stratégie de survie : elle cherche à multiplier les partenariats d'aide et d'assistance, en échange de quoi elle accueille un nombre conséquent de réfugiés, près de 1,5 million d'après le porte-parole du gouvernement⁴⁰ ce qui représente environ 20 % de la population du pays. Le gouvernement jordannien, en signe de bonne volonté et pour tenter de résoudre la question des réfugiés, a mis en place une plate-forme d'aide et d'assistance soutenue par l'ONU et l'Union Européenne, la *Jordan Response Plan*⁴².

³⁸ *Ibidem*, p.5.

³⁹ Jeremy Sharp, « Jordan: Background and U.S. Relations », us congressional research service, 25 janvier 2017, p.19, en ligne, <<https://fas.org/sgp/crs/mideast/RL33546.pdf>>.

⁴⁰ Mohammad Ghazal, « Jordan hosts 657,000 registered Syrian refugees », jordan times, 21 mars 2017, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/jordan-hosts-657000-registered-syrian-refugees>>.

⁴¹ Près de 657 000 réfugiés sont enregistrés en Jordanie d'après l'UNCHR mais dans ce calcul seuls sont pris en compte les réfugiés localisés dans les camps gérés par l'ONU. A ce chiffre il faut ajouter de nombreux réfugiés non-inscrits vivant dans des zones urbaines ou péri-urbaines, s'appuyant sur de la famille ou des connaissances en Jordanie.

⁴² « The Jordan response plan for the syrian crisis 2017-2019 », jordan response platform to syrian crisis : ministry of plan and international cooperation, en ligne,

Cette structure vise à renforcer la « résilience » de la population (villes, villages) et des institutions en Jordanie dans les domaines de la santé, l'énergie, l'éducation, les transports et l'aide aux municipalités. Grâce au lobbying efficace du roi Abdallah II et de la reine Rania, la Jordanie a pu obtenir près de 60 % des sommes promises lors de la conférence de Londres, soit 923,6 millions de dollars de prêts à des taux d'intérêts préférentiels⁴³.

Les sommes engrangées permettent au royaume de poursuivre la modernisation de ses infrastructures. Elles lui permettent également de poursuivre la diversification du « mix énergétique », primordial pour un pays n'ayant ni eau ni pétrole⁴⁴. Les deux emblèmes de ce mix énergétique sont l'accord gazier⁴⁵, contesté, entre la Jordanie et Israël et le projet de canal entre la mer morte et la mer rouge⁴⁶. Si ces projets sont menés à bien et fonctionnent, ils permettront de réduire le stress hydrique et la dépendance énergétique du pays vis-à-vis de ses voisins.

Le projet de canal mer Rouge – mer Morte vise, quant à lui, à contenir la chute du niveau de la mer Morte qui pourrait disparaître d'ici 25 à 50 ans si rien n'est fait. Cette disparition aurait un impact majeur sur l'écosystème de la vallée du Jourdain et mettrait en péril l'économie et l'agriculture jordanienne fortement consommatrices d'eau (plus de 60 % de la dotation annuelle en eau de la Jordanie, dont une partie vient d'Israël, est utilisée pour l'agriculture). La question de la stabilité économique est donc un des éléments structurants de la politique du gouvernement et des bailleurs de fonds internationaux.

Pour garantir un État stable et résilient, il est nécessaire aux autorités de maintenir un climat économique sain qui permet d'attirer des capitaux et des investissements étrangers. Dans ce domaine la Jordanie conserve quelques points forts : elle reste malgré la crise un nœud de communication et une interface d'échanges économiques

<<https://static1.squarespace.com/static/522c2552e4b0d3c39ccd1e00/t/58b80c983e00bef24fa469a6/1488456939495/Executive+Summary++%28Feb+27+-+web%29.pdf>>.

⁴³ Jordan news agency, «Jordan received 60pct of London conference's pledges, says minister », noozz : bring business closer, février 2017, en ligne <<http://noozz.com/jordan-received-60pct-of-london-conferences-pledges-says-minister/>>.

⁴⁴ La Jordanie est dans une situation critique d'un point de vue hydrique. Sa dotation en eau est inférieure à 350 m³/an et par habitant (données du site Aquastat de la FAO, Food and Agriculture Organisation).

⁴⁵ Eleonor Abou Ez, *op.cit.*

⁴⁶ Jeremy Jospesh, « Green Light for Red-Dead Sea Pipeline Project », water and waste international, en ligne, <<http://www.waterworld.com/articles/wwi/print/volume-28/issue-6/technology-case-studies/water-provision/green-light-for-red-dead-sea-pipeline-project.html>>.

importants au Proche-Orient. Le secteur bancaire et des services en Jordanie reste robuste⁴⁷, c'est un secteur prédominant de l'économie jordanienne et ce malgré la crise de 2008.

Mais le dynamisme du secteur privé n'arrive cependant pas à compenser les insuffisances du secteur public, qui reste le plus grand employeur de la Jordanie. En excluant l'armée, le secteur public en Jordanie emploie 13 % de la main-d'œuvre (pour un coût de 37 % du PIB⁴⁸). Bien que le secteur public soit particulièrement attrayant du fait de la sécurité de l'emploi, l'État reste un mauvais employeur avec de faibles salaires⁴⁹. Cela place une famille de quatre personnes, à revenu unique, sous le seuil de pauvreté.

Avec un secteur public pléthorique et déficient, la Jordanie a longtemps compté sur le tourisme, les investissements directs étrangers et une forte aide budgétaire des États-Unis. Mais les flux de capitaux étrangers en Jordanie ralentissent du fait du chaos irako-syrien. D'après des statistiques gouvernementales, les investissements directs étrangers ont chuté de 35 % en 2015, tandis que les exportations ont baissé de 10 %. Le tourisme a fortement chuté ces dernières années, à cause des guerres limitrophes et de l'augmentation du risque terroriste. Cette situation économique dégradée a créé un chômage de masse (15,8 % selon la Banque Mondiale⁵⁰) concernant les emplois les moins qualifiés⁵¹. Les plus diplômés, eux, tendent à quitter le pays dès qu'une opportunité se présente pour s'établir en Europe ou aux États-Unis avec l'assurance d'un meilleur cadre de vie. Toutefois, la forte coopération étatique et les nombreux échanges entre la Jordanie et ses partenaires internationaux, ainsi que le bon niveau de formation d'une partie des élites (hauts fonctionnaires, diplomates, militaires, économistes, médecins, avocats qui ont très souvent séjourné à l'étranger, à l'occasion d'échanges universitaires ou de formations professionnelles) permettent à la Jordanie de bénéficier des compétences de ces personnes bien formées. Cela autorise un

⁴⁷ « Jordan's banking sector leading growth in the financial services sector », oxford business group, en ligne, <<https://www.oxfordbusinessgroup.com/overview/still-pillar-led-banking-financial-services-sector-remains-engine-growth-kingdom>>.

⁴⁸ Sara Elizabeth Williams, « analysis: Jordan struggles to keep economic fires burning », Middle East eye, 26 septembre 2016, en ligne, <<http://www.middleeasteye.net/news/analysis-lights-are-about-go-out-jordan-s-long-suffering-economy-2060454736>>.

⁴⁹ Le salaire moyen en Jordanie se situe aux alentours de 500 dinars par mois.

⁵⁰ « Jordanie - Taux de chômage », trading economics, en ligne, <<http://fr.tradingeconomics.com/jordan/unemployment-rate>>.

⁵¹ Outre le chômage, les habitants les moins qualifiés doivent également faire face à la concurrence des réfugiés syriens acceptant à compétences équivalentes un salaire moindre.

renforcement de l'État jordanien qui, conjugué aux efforts financiers massifs de ses partenaires, permet de renforcer la stabilité du pays malgré une marge de manœuvre étroite. Toutefois ces améliorations n'écartent pas pour autant le spectre du terrorisme et de la radicalisation.

III. ...Mais une situation sécuritaire en dégradation

D'un point de vue sécuritaire, le pays est confronté à trois menaces liées à Al Qaïda, Daech et ses affidés.

Premièrement, la menace est extérieure avec le possible reflux de Daech dans la zone des trois frontières (Irak, Syrie, Jordanie) après la chute de Mossoul ou bien sa fixation dans la vallée de l'Euphrate, à la croisée des frontières irakiennes et syriennes.

Deuxièmement, le Sud syrien est une zone divisée, soumise à diverses influences et trafics et constamment surveillée par les Jordaniens. Depuis 2011, le Sud syrien frontalier de la Jordanie (épisode des débuts du soulèvement populaire contre le régime de Bachar al Assad, dans la ville de Deera) est éclaté entre diverses factions rebelles : les tenants du régime, le Jeich Fatah al Sham (JFS)⁵², ex-Jabhat al Nusra, émanation d'Al Qaïda en Syrie, et une faction proche de Daech (dans le bassin du Yarmouk, coincé entre les frontières israéliennes et jordaniennes) la Jeich Khaled ibn al Walid (JKW)⁵³.

Troisièmement, la menace djihadiste qui pèse sur la Jordanie est également intérieure avec la présence de cellules dormantes de Daech dans le pays.

Les deux camps de Rukban et Hadalat situés au nord-est du pays dans le *no man's land* syro-jordanien (ils abritent environ 60 000 réfugiés) peuvent être une base d'opérations pour Daech car ils sont difficilement contrôlables⁵⁴.

La menace djihadiste intérieure a fait un fulgurant retour depuis novembre 2015 avec une petite dizaine d'événements de nature terroriste (9 répertoriés, allant d'attaques

⁵² Frederic Pichon, *Syrie une guerre pour rien*, édition du cerf, 189 p, p 22, 3 mars 2017.

⁵³ Jean-Pierre Filiu, « *Daech progresse aux portes d'Israël et de la Jordanie* », blog un orient si proche, 19 janvier 2017, en ligne <<http://filiu.blog.lemonde.fr/2017/01/19/daech-progresse-aux-portes-disrael-et-de-la-jordanie/>>.

⁵⁴ « *Jordanian Chief of Staff Lieut.-Gen. Mahmoud Freihat: ISIS Controls Syrian Refugee Camps Near Jordanian Border; By the End of 2017, ISIS Will be in its Final Stages* », video-clip, middle east media reserch institut tv, bbc arabic, n°5820, 31 décembre 2016, en ligne, <<https://www.memri.org/tv/jordanian-chief-staff-lieut-gen-mahmoud-freihat-isis-controls-syrian-refugee-camps-near-jordanian>>.

contre des forces de sécurité ou des civils et de « *green on blue*⁵⁵ » à des opérations antiterroristes mal gérées⁵⁶). Notons toutefois que cette menace était de faible ampleur jusqu'aux attaques de Kérak du 29 décembre 2016, et le fait de loups solitaires sans plan d'organisation d'ensemble. Les attaques de Kérak ont changé la donne. Les autorités ont découvert à cette occasion une cellule djihadiste structurée, bien organisée et qui avait planifié d'autres attaques⁵⁷. Cette attaque et ces découvertes ont eu pour effet de discréditer les services de renseignements jordaniens. Ces derniers avaient acquis une excellente réputation auprès de leurs homologues étrangers et leurs capacités à contenir la menace depuis une dizaine d'années les avait confortés, eux-mêmes et la population jordanienne, dans un sentiment d'invincibilité, une sorte d'exception locale. Cependant tout cela est actuellement remis en cause par le roi et par la population qui a fait part de son désarroi sur les médias sociaux suite aux attaques de Kérak. Le gouvernement tient à montrer qu'il reste ferme. Dix islamistes en lien avec la mouvance djihadiste et ayant participé ou aidé à la préparation d'attaques depuis 2015 ont été pendus le 4 mars 2016⁵⁸.

Mais la Jordanie reste, malgré son penchant occidental, une terre conservatrice avec un terreau favorable à la radicalisation, notamment dans les villes de Zarqa (au nord d'Amman) et de Maan (au sud), anciens foyers d'hostilité au régime et de radicalisation. Rappelons d'ailleurs que l'ancêtre de Daech, *Al Qaida en Mésopotamie*, fut fondé et dirigé par un Jordanien, Ahmad Fadil Nazzal al-Khalayleh, plus connu sous le nom d'Abou Mousa Al Zarqaoui.

Pour tenter d'éviter de nouvelles attaques, et une plus grande progression de la radicalisation dans le pays, les autorités maintiennent une politique sécuritaire ferme envers les mouvements terroristes comme l'ont montré les événements d'Irbid⁵⁹ (2

⁵⁵ Tirs entre alliés.

⁵⁶ Tirs entre alliés. L'opération antiterroriste menée le 2 mars 2016 à Irbid par les forces spéciales jordaniennes a révélé une grande impréparation des unités engagées.

⁵⁷ Rana F Sweis, « Cache of Weapons Suggests Gunmen in Jordan Were Planning Multiple Attacks », *new-york times*, 19 décembre 2016, en ligne, <https://www.nytimes.com/2016/12/19/world/middleeast/karak-jordan-terror-attack.html?_r=0>.

⁵⁸ Omar Akour, « Jordan hangs 10 for attacks linked to Islamic extremism », *ctvnews*, 4 mars 2017, en ligne, <<http://www.ctvnews.ca/world/jordan-hangs-10-for-attacks-linked-to-islamic-extremism-1.3310851>>.

⁵⁹ « Jordan raid: Eight killed in Irbid as forces 'foil IS plot' », *bbc news*, 5 octobre 2016, en ligne, <<http://www.bbc.com/news/magazine-35701841>>.

mars 2016) et de Rukban⁶⁰ (21 juin 2016), qui se sont soldés par la mort de tous les attaquants djihadistes. En outre les *returnees* (Jordaniens ayant combattu avec Daech sur le théâtre irako-syrien) estimés officiellement entre 1 500 et 2 000⁶¹, voire 2 500 de source non officielle⁶², sont soumis à une application stricte de la loi⁶³. Pour rappel, environ 10 % de la population ne considère pas Daech comme une organisation terroriste⁶⁴, ce qui en dit long sur le terreau fertile qu'est la Jordanie pour le djihadisme radical en général. Précisons que les Jordaniens forment à ce jour le plus gros contingent au sein de Daech rapporté à sa population dans la région.

Toujours dans cette logique d'évitement de tous incidents de nature terroriste pouvant déstabiliser un peu plus le pays (attaques, cellules dormantes, radicalisation rampante, assauts de Daech sur les postes-frontière, trafics d'armes et de drogue entre la Jordanie et la zone syro-irakienne, débordement des conflits locaux en Jordanie), les autorités jordaniennes maintiennent un niveau de sécurité très élevé. Les frontières ont été fermées avec l'Irak et la Syrie et la sécurité renforcée depuis l'attaque à la voiture piégée du poste-frontière de Rukban le 21 juin 2016⁶⁵. Les forces armées jordaniennes (FAJ), pilier du régime, ont connu un remaniement décidé par le roi. Un nouveau chef d'état-major (CEMA) a été nommé, le général Mahmoud Freihat, le 2 octobre 2016⁶⁶. Le nouveau CEMA a pour tâches, d'après la presse, de réorganiser et d'améliorer les capacités des FAJ dans les domaines de l'entraînement, de l'équipement et de la planification des opérations⁶⁷. Cela dans le but de renforcer la sécurité aux frontières et de parer à toute éventualité.

⁶⁰ Ian Black, « *Jordan seals borders after suicide attack* », the guardian, 21 juin 2016, en ligne, <<https://www.theguardian.com/world/2016/jun/21/jordanian-soldiers-killed-by-car-bomb-outside-syrian-refugee-camp>>.

⁶¹ « Foreign Fighters : An Updated Assessment of the Flow of Foreign Fighters into Syria and Iraq », the soufan group, décembre 2015, 26p, p8, en ligne, <http://soufangroup.com/wpcontent/uploads/2015/12/TSG_ForeignFightersUpdate_FINAL3.pdf>.

⁶² *Ibidem*.

⁶³ Alberto Caballero, « *Jordanian foreign fighters in Syria and Iraq: how did they become radicalized and how they can be de-radicalized?* », instituto español de estudios estrategicos, 15p, pp 9, en ligne : <http://www.ieee.es/en/Galerias/fichero/docs_opinion/2016/DIEEEO682016_CombatientesJordanos_Siria_AlbertoCaballero_ENGLISH.pdf>.

⁶⁴ International Republican Institut, op.cit, p.42.

⁶⁵ Ian Black, *op.cit*.

⁶⁶ « *Freihat appointed chairman of joint chiefs-of-staff* », jordan times, 2 octobre 2016, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/freihat-appointed-chairman-joint-chiefs-staff>>.

⁶⁷ « *Army chief pledges action to upgrade armed forces* », jordan times, 6 octobre 2016, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/army-chief-pledges-action-upgrade-armed-forces>>.

Les FAJ suivent déjà avec attention la situation dans le Sud syrien où « [...] s'est progressivement constitué une cinquantaine de 'brigades', rassemblant une vingtaine de milliers de combattants du 'Front Sud'. [Ce front] est très dépendant de l'aide attribuée de manière aussi irrégulière qu'arbitraire par le Military Operations Center (MOC), la cellule d'état-major installée par la coalition anti-Daech à Amman⁶⁸ », soutenue par la Jordanie. La situation irakienne intéresse également les Jordaniens depuis que la province de l'Anbar en Irak est devenue instable et que des supplétifs irakiens à la solde du gouvernement central de Bagdad, de l'Ayatollah Sistany et de l'Iran⁶⁹, les *Popular Mobilization Front* (PMF) sont présents en Irak, notamment à Mossoul. Cela inquiète les autorités militaires jordaniennes qui craignent que la prochaine étape des PMF ne soient la Syrie⁷⁰ puis le Liban (où opère le Hezbollah), ce qui créerait un corridor chiite⁷¹ à sa frontière Nord.

Mais cela n'est sans doute que pure spéculation, l'Ayatollah Sistany ayant interdit à une partie des PMF lui répondant d'intervenir en Syrie. Une réévaluation de cette position sera sans doute nécessaire si, comme c'est probable, Daech perd la bataille de Mossoul.

La politique sécuritaire de la Jordanie, concernant ses frontières, s'articule autour d'un dispositif militaire renforcé afin de la rendre imperméable aux débordements liés à la crise irako-syrienne. Ce dispositif est appuyé par une *Quick Reaction Force*⁷² (QRF) équipée d'hélicoptère *Black Hawk*, capable d'intervenir rapidement aux frontières du pays. Ce dispositif à vocation d'intervention doit également effectuer une surveillance constante des frontières afin de prévenir tous risques d'attaques de la JKW à partir du bassin du Yarmouk⁷³, comme le rappelait le CEMA Jordanien, Mahmoud Freihath, lors de son interview par la BBC. Pour toutes ces raisons, l'alliance stratégique de la Jordanie avec Washington est indispensable. Le roi Abdallah II s'est d'ailleurs rendu

⁶⁸ Jean-Pierre Filiu, *op.cit.*

⁶⁹ AFP, « PMU 'accused of war crimes' using arms sent to Iraq », al arabiya-english, 5 janvier 2017, en ligne, <<http://english.alarabiya.net/en/News/middleeast/2017/01/05/PMU-accused-of-war-crimes-using-arms-sent-to-Iraq.html>>.

⁷⁰ Ammar al Sawad, « After Mosul battle, is Syria next for PMU? », al monitor, 26 novembre 2016, en ligne, <<http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/11/pmu-iraq-syria-asad-mosul.html>>.

⁷¹ Video-clip, middle east media reserch institut tv, bbc arabic, *op.cit.*

⁷² Khetam Malkawi, « Jordan receives eight Blackhawks from US Jordan receives eight Blackhawks from US », jordan times, 4 mars 2016, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/jordan-receives-eight-blackhawks-us>>.

⁷³ Video-clip, middle east media reserch institut tv, bbc arabic, *op.cit.*

aux États-Unis moins d'un mois après l'investiture du président Donald Trump⁷⁴, ce qui souligne l'intérêt vital que représente cette relation pour les Jordaniens.

Le royaume s'est toujours opposé, et ce depuis fort longtemps, à des changements politiques brusques dans la région. Sa position géographique et sa posture géopolitique, combinées à ses faibles ressources, ont conduit la Jordanie à chercher des voies de compromis dans les conflits régionaux tout en cherchant à promouvoir une posture d'intermédiaire sans aucune ambition régionale.

Comme cela s'est vu lors de la guerre d'Irak de 2003, la Jordanie s'est opposée publiquement⁷⁵ à l'intervention de son allié et créancier, les États-Unis. Hostile au *Regime Change*, la Jordanie, dans le conflit syrien, cherche également des solutions de compromis mais sa position est ambiguë : d'un côté elle maintient des relations diplomatiques et militaires avec l'État syrien⁷⁶ et de l'autre elle soutient certains groupes comme la Jeich al Achaair dans le Sud syrien⁷⁷, de manière à constituer une sorte de glacis protecteur. Le sommet de la Ligue arabe, qui s'est tenu à la mer Morte du 23 au 29 mars 2017, a permis à la Jordanie d'imposer sa vision de sortie de crise auprès des États membres. Mais ce sommet n'a pas eu l'effet escompté tant les intérêts stratégiques des divers acteurs arabes présents à la conférence (et impliqués dans les conflits régionaux) sont divergents. Face à la désunion du monde arabe et aux appétits contradictoires des parrains régionaux et internationaux face à la crise irako-syrienne, la Jordanie maintient le cap de sa politique sécuritaire bien que sa marge de manœuvre soit fortement réduite. La situation se dégradant inexorablement, du fait de la situation régionale, les *Policy Makers* jordaniens continuent à jouer les équilibristes en recherchant un nouvel équilibre provisoire, permettant d'atténuer des chocs déjà fortement ressentis.

⁷⁴ David Schenker, « Jordan's King Abdullah Visits Trump's Washington » washington institut-policy analysis, 30 janvier 2017, en ligne, <<http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/jordans-king-abdullah-visits-trumps-washington>>.

⁷⁵ Rick Fawn and Raymond Hinnebusch, « *The Iraq Causes and Consequences War* », Lynne Rienner Publishers, 2006, 357 p, pp. 143.

⁷⁶ Cyril Roussel, « Comment gérer le conflit syrien depuis la Jordanie ? », *Outre-Terre* 2015/3 (N° 44), p.226-236 en ligne, <http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=OUTE1_044_0226>.

⁷⁷ Video-clip, middle east media reserch institut tv, bbc arabic, *op.cit.*

Conclusion

Malgré un arrimage dans le camp occidental et une aide massive des États-Unis, en augmentation pour 2017, ainsi qu'un soutien de la nouvelle administration Trump, des alliances renouvelées et parfois contradictoires avec la Russie, la Syrie, l'Arabie saoudite, la Chine..., la Jordanie glisse d'une situation relativement stable et épargnée par les crises, à une situation pouvant potentiellement se dégrader du fait de la persistance de la menace djihadiste à l'intérieur comme à l'extérieur de ses frontières.

La difficile reconquête de Mossoul par l'armée irakienne, le lent rétablissement de la sécurité dans la province de l'Anbar, l'absence de perspectives concernant le Sud syrien, conjugués à une pression migratoire hors norme en Jordanie (avec la présence des camps informels de Rukban et Hadalat) empêchent une normalisation du contexte sécuritaire intérieur, à court comme à moyen terme, en Jordanie.

La crise économique, corollaire des conflits irako-syriens, puis l'arrivée massive de réfugiés (en nette diminution depuis la fermeture des frontières le 21 juin 2016) ont entraîné une déstabilisation de l'économie jordanienne. Cette dernière, tournée vers les services et l'export à l'international, avec le port d'Aqaba et ses débouchés rapides sur la mer Rouge, permettait jusque-là un transit important de marchandises avec la Syrie, l'Irak et Israël. Le royaume agissait comme une plaque tournante des échanges économiques, comme un nœud de communication sécurisé et moderne au Moyen-Orient. Mais ce statut est remis en cause du fait des conflits en Irak et en Syrie. Toutefois la situation peut évoluer ; des discussions ont lieu actuellement entre les gouvernements irakien et jordanien afin de rouvrir la frontière entre les deux pays⁷⁸. Il en est de même pour la frontière syrienne⁷⁹. Mais cela ne se fera pas sans de solides garanties de sécurité avec notamment le retour de forces armées gouvernementales capables d'assurer la sécurité aux frontières.

Considérant ses faibles ressources et sa position géopolitique défavorable, coincée entre l'enclume et le marteau des conflits régionaux, d'une crise économique, de la question palestinienne, de la question des réfugiés, d'une dotation en eau en

⁷⁸ Mohammad Ghazal, « Turaibil border crossing with Iraq 'to reopen in four months' », jordan times, 1^{er} avril 2017, en ligne, <<http://www.jordantimes.com/news/local/turaibil-border-crossing-iraq-reopen-four-months%E2%80%99>>.

⁷⁹ Video-clip, Middle East media reserch institut tv, bbc arabic, *op.cit.*

diminution constante et de la radicalisation, les dirigeants jordaniens ne peuvent se maintenir que par la mise en place d'une « stratégie de survie » qui multiplie les opportunités tous azimuts.

Un changement de posture géopolitique, à la suite de l'éventuel déménagement de l'ambassade américaine à Tel-Aviv, conjugué à la rupture du *statu quo* en Cisjordanie⁸⁰ (Israël a autorisé la construction de la première colonie depuis 25 ans) semble improbable. Ces événements, s'ils se produisaient, pourraient raviver la brûlante question palestinienne en Jordanie, entraîner des troubles (manifestations, émeutes) et accroître la pression sur la monarchie. Dans cette éventualité toutefois, ils ne remettraient pas en cause, du moins dans ses fondements, l'alliance avec les États-Unis et Israël, gage de sécurité et de stabilité pour tous.

La Jordanie n'a pas les moyens politiques et économiques de redéfinir cette alliance, même sous la pression populaire. Le danger pour la Jordanie est davantage d'ordre intérieur. Il va falloir une grande habileté aux dirigeants du royaume pour trouver un compromis entre les aspirations d'une population où les écarts se creusent entre riches et pauvres, entre les tenants de la modernité et ceux de la tradition, et ses engagements internationaux. La capacité de synthèse du royaume est une nouvelle fois mise à l'épreuve avec la crise irako-syrienne qui redéfinira profondément, à l'aune de l'histoire, les équilibres régionaux et changera le visage de la région. La Jordanie est-elle destinée à rester elle-même ou condamnée à évoluer pour survivre, quitte à faire changer profondément son modèle ? C'est là tout l'enjeu des prochaines années.

⁸⁰ « Israël annonce la création d'une colonie en Cisjordanie, la première depuis 1991 » huffingtonpost, 1^{er} avril 2017, en ligne, <http://www.huffingtonpost.fr/2017/03/31/israel-annonce-la-creation-dune-colonie-en-cisjordanie-la-prem_a_22020532/>.



Base 803051AI (C00697) 4-04